



Mémorandum d'entente portant sur la coopération en matière d'éducation entre la Conférence permanente des ministres de l'Education et des Affaires culturelles des Länder de la République fédérale d'Allemagne (KMK), l'organe de pilotage de la coopération dans l'espace suisse de formation et le Ministère fédéral de l'Education de la République d'Autriche (BMB): approbation

Considérations du Secrétariat général

- 1 Dans les années 1970, les trois pays germanophones ont institutionnalisé leur coopération en matière de formation dans le cadre des «séminaires régionaux OCDE/CERI des pays germanophones». Ces derniers ont eu lieu 17 fois en tout entre 1977 et 2009; ils ont été remplacés en 2011 par les séminaires DACH et complétés dans les années 1990 par les rencontres DACHL Sec II.
- 2 La coopération DACH dans le domaine de l'éducation a abouti en 2007 à la conclusion au niveau ministériel d'une déclaration d'intention valable pendant cinq ans, dotée de lignes de force thématiques. Dans le sillage de coopérations et de projets précédents, la déclaration d'intention était centrée sur les domaines des standards de formation, du monitoring et du rapport sur la formation, sur la formation des enseignants ainsi que sur le rôle essentiel pour le développement de la qualité opéré par la surveillance et l'inspection scolaire. Enfin, la déclaration déterminait que le programme de travail devait être coordonné au sein d'un comité directeur réunissant les secrétaires généraux (KMK, CDIP) et le chef de division compétent (BMUKK).
- 3 Le mémorandum d'entente de décembre 2012 portant sur la coopération en matière d'éducation confirmait la coopération DACH au niveau ministériel pour les cinq années suivantes. Les éléments principaux de la collaboration trilatérale de 2013 à 2017 s'articulaient en trois domaines: développement de la qualité, formation professionnelle, élaboration de positions communes concertées au sein d'instances internationales. Les grandes lignes ont été affirmées. Les séminaires DACH sous leur nouvelle forme ont été intégrés dans le mémorandum comme un des instruments de la coopération. Parallèlement au programme de travail, les délibérations du comité de pilotage, dont la composition reste identique, incluront également les questions de fond, ce qui permettra de mieux guider les processus.
- 4 La tâche imposée au comité de pilotage de rédiger à l'échéance de l'accord un rapport d'activités et de résultats concernant la coopération DACH est elle aussi l'expression d'un engagement accru.
- 5 Au cours de ces dernières années, le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI) a également œuvré activement au sein de la structure DACH pour les raisons suivantes: d'une part, conformément à l'art. 61a Cst., la Confédération et les cantons veillent ensemble dans les limites de leurs compétences respectives à la qualité et à la perméabilité de l'espace suisse de formation et, d'autre part, le SEFRI a l'intention de recourir à la commission DACH pour des questions relatives à la formation professionnelle.

- 6 Le premier rapport d'activités et de résultats dit clairement que la coopération au sein des structures DACH a porté ses fruits et qu'elle est appréciée par tous les partenaires. Dans la perspective de l'expiration du mémorandum actuel fin 2017, un nouveau mémorandum d'entente 2018–2022 a été élaboré selon les grands axes suivants: développement de la qualité, échange et mobilité ainsi que les questions de reconnaissance, coopération dans la politique linguistique et présence internationale de la langue allemande, formation professionnelle, formation des enseignants, formation dans le monde du numérique, coopération internationale dans le domaine de la formation et écoles à l'étranger, coordination de positions communes au sein d'instances internationales. Le mémorandum constitue la base pour continuer la coopération entre les trois pays au niveau des administrations, coopération qui s'est avérée très pertinente. Désormais, l'implication du SEFRI est explicite à travers la signature du mémorandum par l'organe de pilotage de la coopération dans l'espace suisse de formation. Les instruments et les formes de la coopération (comité de pilotage) resteront les mêmes que ceux de la période 2013–2017.

Décision de l'Assemblée plénière

- 1 L'Assemblée plénière prend acte du Rapport d'activités et de résultats concernant la coopération DACH 2013–2017 du 24 avril 2017.
- 2 Le Mémorandum d'entente portant sur la coopération en matière d'éducation entre la Conférence permanente des ministres de l'Education et des Affaires culturelles des Länder de la République fédérale d'Allemagne (KMK), l'organe de pilotage de la coopération dans l'espace suisse de formation et le Ministère fédéral de l'Education de la République d'Autriche (BMB) est approuvé.
- 3 La présidente est habilitée à signer le mémorandum en qualité de représentante de la CDIP dans l'organe de pilotage de la coopération dans l'espace suisse de formation conjointement avec le chef du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR).

Zurich, le 27 octobre 2017

Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique

Au nom de l'Assemblée plénière:

sig.

Susanne Hardmeier
Secrétaire générale

Annexes:

- Mémorandum d'entente portant sur la coopération en matière d'éducation entre la Conférence permanente des ministres de l'Education et des Affaires culturelles des Länder de la République fédérale d'Allemagne (KMK), l'organe de pilotage de la coopération dans l'espace suisse de formation et le Ministère fédéral de l'Education de la République d'Autriche (BMB)
- Rapport d'activités et de résultats concernant la coopération DACH 2013–2017 du 24 avril 2017 (sans annexes)

Notification:

- Membres de la CDIP
- Chef du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR)

Publication sur le site web de la CDIP

271.3-3.1 SH/mlb

MEMORANDUM

über

die Kooperation im Bildungsbereich

zwischen

der Ständigen Konferenz der Kultusminister der Länder in der Bundesrepublik Deutschland
(KMK),

dem für die Zusammenarbeit im Bildungsraum Schweiz verantwortlichen schweizerischen
Steuerungsorgan

und dem

Bundesministerium für Bildung (BMB)

der Republik Österreich

1. Vorbemerkung

Die Bildungszusammenarbeit zwischen Deutschland, Österreich und der Schweiz hat aufgrund der kulturellen und sprachlichen Übereinstimmung eine sehr lange Tradition. Angesichts der gesellschaftlichen Veränderungen und der daraus resultierenden bildungspolitischen Herausforderungen auf nationaler und internationaler Ebene hat die sog. DACH-Zusammenarbeit insbesondere im letzten Jahrzehnt eine neue Dimension erhalten. Analoge Fragestellungen, ähnliche Strategien zur Weiterentwicklung des Bildungswesens in Deutschland, Österreich und der Schweiz, der Bedarf nach Abstimmung von Positionen sowie die Notwendigkeit, vorhandene Ressourcen optimal einzusetzen, haben zu einer Institutionalisierung dieser gelungenen Kooperation geführt:

2007 und 2012 haben die KMK, die EDK und das BMB (vormals BMBF/A) daher jeweils Memoranden über die trilaterale Bildungszusammenarbeit für einen Zeitraum von fünf Jahren unterzeichnet. Auch für den Zeitrahmen 2018 bis 2022 soll erneut eine formelle Grundlage für die Weiterentwicklung der trilateralen Kooperation unter den verantwortlichen Akteuren in Deutschland, Österreich und der Schweiz geschaffen werden, die Zielsetzungen, prioritäre Themen- und Handlungsfelder sowie die Struktur der Kooperation festschreibt und den verantwortlichen Akteuren in den genannten Ländern auf politischer sowie auf fachlicher Ebene eine inhaltliche Ausrichtung gibt. Basierend auf der Vereinbarung zwischen dem Bund und den Kantonen über die Zusammenarbeit im Bildungsraum Schweiz vom 16.12.2016 zeichnet für den Kooperationspartner Schweiz neu das für die Bildungszusammenarbeit Schweiz verantwortliche Steuerungsorgan. Bisherige Zuständigkeiten bleiben unberührt.

2. Zielsetzungen

Die langfristigen Ziele der Kooperation sollen sein, dass

- die weitere Durchlässigkeit zwischen den Bildungssystemen sowie die Mobilität und der kontinuierliche Austausch von jungen Menschen zwischen den drei Ländern intensiviert wird,
- die qualitative Weiterentwicklung der Bildungssysteme unterstützt,
- ihre Positionierung auf internationaler Ebene gestärkt

werden.

Dazu gilt es, sich in den prioritären Themen- und Handlungsfeldern (siehe nachfolgend Ziffer 3) untereinander auszutauschen, voneinander zu lernen, sich abzustimmen, Interessen zu koordinieren, weitere Bildungsk Kooperationen zu schaffen, bestehende Netzwerke auszubauen und bei Bedarf neue zu gründen sowie Synergieeffekte zu erzielen.

3. Handlungs- und Themenfelder

Die nachfolgenden Bereiche sollen den Schwerpunkt der Zusammenarbeit für die kommenden fünf Jahre bilden:

- **Qualitätsentwicklung,**
- **Austausch und Mobilität sowie Anerkennungsfragen,**
- **Sprachenpolitische Kooperation und internationale Präsenz der Sprache Deutsch,**
- **Berufliche Bildung,**
- **Lehrerbildung,**
- **Bildung in der digitalen Welt,**
- **Internationale Bildungsk Kooperation und Auslandsschulwesen,**
- **Abstimmung gemeinsamer Positionen in internationalen Gremien**

Je nach Bedarf sowie aus aktuellem Anlass können weitere Themenfelder in die trilaterale Kooperation aufgenommen werden.

4. Instrumente der Zusammenarbeit

Um die unter Punkt 2 genannten Ziele zu erreichen, können auf allen Ebenen der Zusammenarbeit vielfältige Maßnahmen und Vorhaben durchgeführt werden, wie etwa trilaterale Bildungskooperationen, Workshops und Tagungen, die durch gegenseitige Hospitationen und Austausch auf wissenschaftlicher Ebene ergänzt werden. Besondere Bedeutung kommt dabei den alle zwei Jahre stattfindenden DACH-Seminaren der deutschsprachigen Länder zu. Diese Seminare, die turnusmäßig jeweils in Deutschland, Österreich und der Schweiz stattfinden, dienen der gemeinsamen Weiterbildung, der Schaffung und Festigung länderübergreifender Netzwerke sowie der Identifizierung gemeinsamer Interessen – auch gegenüber europäischen und multinationalen Organisationen (z. B. der EU und der OECD).

5. Struktur der Zusammenarbeit (Lenkungsausschuss)

- a. Grundsatzfragen, das konkrete Arbeitsprogramm und die inhaltliche Ausrichtung der Bildungszusammenarbeit werden in einem Lenkungsausschuss, der aus dem Generalsekretär der Kultusministerkonferenz, der Generalsekretärin der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren, dem stellvertretenden Direktors des Staatssekretariats für Bildung, Forschung und Innovation der Schweiz sowie aus dem zuständigen Beamten des Bundesministeriums für Bildung der Republik Österreich besteht, abgestimmt. Der/die zuständige Vertreter/in des Bundesministeriums für Bildung und Forschung der Bundesrepublik Deutschland ist ständiger Gast im Lenkungsausschuss.
- b. Der Lenkungsausschuss tagt in der Regel zwei Mal jährlich. In seiner ersten Sitzung vereinbart und konkretisiert der Lenkungsausschuss die inhaltliche, fachliche und thematische Ausrichtung der Zusammenarbeit auf der Grundlage der unter Punkt 3 aufgeführten Themen- und Handlungsfelder. In der zweiten Jahressitzung des Lenkungsausschusses können entsprechend den vereinbarten Themen (externe) Experten eingeladen werden, an den Beratungen des Lenkungsausschusses teilzunehmen und ihre Expertise einzubringen.
- c. Der Lenkungsausschuss erstellt nach Ablauf der Gültigkeit dieser Vereinbarung einen Tätigkeits- und Ergebnisbericht.

6. Einbeziehung deutschsprachiger Länder und Regionen

Je nach Bedarf sollen themenorientiert weitere deutschsprachige Länder bzw. Regionen (Luxemburg, Liechtenstein, Südtirol sowie z. B. die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens) in die Kooperation miteinbezogen werden.

7. Subsidiaritätsprinzip

Die trilaterale Zusammenarbeit lässt die jeweiligen bildungspolitischen Maßnahmen auf nationaler Ebene der drei Länder unberührt.

8. Schlussbestimmungen

Dieses Memorandum erlangt am Tag seiner Unterzeichnung Gültigkeit und bleibt für einen Zeitraum von fünf Jahren in Kraft, d.h. bis zum 31.12.2022.

Aus diesem Memorandum ergeben sich keine völkerrechtlichen Verpflichtungen. Das Memorandum lässt bestehende völkerrechtliche Verpflichtungen unberührt.

Geschehen im 2017



Präsidentin der Ständigen Konferenz der Kultusminister der Länder in der Bundesrepublik Deutschland



Steuerungsorgan für die Zusammenarbeit im Bildungsraum Schweiz, vertreten durch die Präsidentin der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren und den Vorsteher der Eidgenössischen Departments für Wirtschaft, Bildung und Forschung

Bundesministerium für Bildung der Republik Österreich



Tätigkeits- und Ergebnisbericht der DACH-Zusammenarbeit 2013-2017

Inhalt

Einleitung	3
1 Zur Entwicklung der DACH-Zusammenarbeit	3
2 Schwerpunktbereiche der DACH-Zusammenarbeit 2013-2017 gemäss Memorandum vom Dezember 2012.....	5
2.1 Qualitätsentwicklung: Bildungsstandards/Bildungsmonitoring	5
2.2 Berufliche Bildung	6
2.3 Abstimmung gemeinsamer Positionen in multinationalen Gremien.....	7
3 Weitere Schwerpunktbereiche der Zusammenarbeit 2012-2017	7
3.1 Deutsch als Fremdsprache	7
3.2 Entwicklung Nationaler Qualifikationsrahmen	8
4 DACH-Seminare	8
4.1 Vorgeschichte und Konzept der DACH-Seminare	8
4.2 Seminar 2013 (durchgeführt in 2014): Überprüfung des Erreichens der Bildungsstandards	9
4.3 Seminar 2015: Frühkindliche Bildung im Übergang Kindergarten – Schule	10
4.4 Seminar 2017: Governance in der Lehrenden- und Lehrerbildung	10
5 Würdigung und Ausblick	11

Anhänge

1. Absichtserklärung der Bundesministerin für Unterricht, Kunst und Kultur der Republik Österreich, dem Präsidenten der Ständigen Konferenz der Kultusminister der Länder in der Bundesrepublik Deutschland und der Präsidentin der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren über Trilaterale Kooperation Deutschland – Österreich – Schweiz zu Fragen der Qualitätsentwicklung und Qualitätssicherung im Bildungsbereich vom März 2007
2. Memorandum über die Kooperation im Bildungsbereich zwischen der Ständigen Konferenz der Kultusminister der Länder in der Bundesrepublik Deutschland, der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren und dem Bundesministerium für Unterricht, Kunst und Kultur der Republik Österreich vom Dezember 2012
3. Interinstitutionelle Vereinbarung vom 30. September 2009
4. Interinstitutionelle Vereinbarung vom 17. Oktober 2011
5. DACHL-AG Deutsch als Fremdsprache – Mitglieder, Aufgaben und Aktivitäten
6. NQR-Ländernetzwerk „D-L-A-CH“, Teilnehmer
7. Grobkonzept DACH-Seminare vom 15. Juli 2010
8. DACH-Seminar 2015 in Wien „Frühkindliche Bildung im Übergang Kindergarten – Schule“; Bericht aus Sicht des Veranstalterlandes
9. Kurzbericht der Hochschulrektorenkonferenz vom 13. Februar 2017

Einleitung

1 Zur Entwicklung der DACH-Zusammenarbeit

- 1.1 Eine – zu Beginn eher punktuelle – Zusammenarbeit der deutschsprachigen Länder im Bildungsbereich geht auf mehrere Jahrzehnte zurück. Eine gewisse Institutionalisierung erfuhr sie erstmals im Verlauf der 70-er Jahre des 20. Jahrhunderts mit dem Format der so genannten „OECD/CERI-Seminare der deutschsprachigen Länder“, welche zwischen 1977 und 2009 insgesamt 17 mal zur Durchführung gelangten und ab 2011 durch die „DACH-Seminare“ abgelöst wurden; vgl. hierzu Ziffer 4.1 nachstehend.
- 1.2 In den 90-er Jahren kam das Format der „DACHL Sek II“-Treffen dazu: Je ca. sechs Verantwortliche aus den für die Steuerung der Bildungssysteme zuständigen Verwaltungen (Bund- und Länder- bzw. Kantonebene) Deutschlands, Österreichs und der Schweiz sowie zwei aus dem Fürstentum Liechtenstein tauschten sich jeweils während zwei bis drei Tagen intensiv aus über aktuelle Entwicklungen der Sekundarstufe II. In allen beteiligten Staaten waren damals sowohl im allgemeinbildenden als auch im berufsbildenden Bereich systemrelevante Reformen im Gang, namentlich eine Aufwertung der Berufsbildung mit Schaffung von zusätzlichen Zugängen zur Tertiärstufe bzw. zu den (Fach-)Hochschulen (BHS, Berufsmatura, etc.). Im Kern drehten sich die Analysen und Diskussionen immer wieder um die Frage der sinnvollen Steuerung von Zugängen, Übergängen und Durchlässigkeiten in Systemen mit stark ausgeprägter Berufsbildung. Die DACHL Sek II-Treffen fanden zwischen 1994 und 2001 sechsmal statt.
- 1.3 Hierauf wurde die Zusammenarbeit in einer losen Folge von unterschiedlich initiierten und beschickten Treffen mit unterschiedlichen Schwerpunkten gepflegt. Unter anderem kam es zu Treffen zum Thema einer verstärkten Zusammenarbeit im Rahmen multinationaler Organisationen und zum Thema einer verstärkten internationalen Positionierung der Berufsbildung. Wie bereits in früheren Jahrzehnten kam es dabei zu unterschiedlichen Konstellationen der Beteiligung; Kern blieben stets die drei Staaten Deutschland, Österreich und die Schweiz, doch kamen wiederholt andere Länder oder Sprachgemeinschaften hinzu: namentlich Liechtenstein und Luxemburg, die deutschsprachige Gemeinschaft Belgiens und das Südtirol oder Länder mit Berufsbildung wie etwa Dänemark.
- 1.4 Mit der „Absichtserklärung“ vom März 2007 wurde die DACH-Zusammenarbeit im Bildungsbereich erstmals auf ministerieller Ebene wahrgenommen und für eine bestimmte zeitliche Dauer (5 Jahre) mit bestimmten thematischen Schwerpunkten versehen. Die Erklärung knüpfte an vorgängige Kooperationen und Projekte an und fokussierte nun inhaltlich auf „die Bereiche Bildungsstandards, Bildungsmonitoring/Bildungsberichterstattung, die Lehrerbildung sowie die Rolle von Schulaufsicht/Schulinspektion im Zentrum der Qualitätsentwicklung“, ohne diese Felder jedoch isoliert, sondern im Rahmen des Gesamtsystems betrachten zu wollen. Die Erklärung legte erstmals fest, dass das Arbeitsprogramm in einer Steuergruppe bestehend aus den Generalsekretären (KMK, EDK) sowie dem zuständigen Sektionschef (BMUKK) abgestimmt werde.

Vgl. **Anhang 1**: Absichtserklärung vom März 2007

- 1.5 Im nachfolgenden „Memorandum über die Kooperation im Bildungsbereich“ vom Dezember 2012 wurde die DACH-Zusammenarbeit auf ministerieller Ebene für weitere fünf Jahre bestätigt und nochmals etwas verbindlicher gefasst. Die inhaltlichen Schwerpunkte der trilateralen Zusammenarbeit für die Jahre 2013-17 wurden gegliedert in drei Bereiche: Qualitätsentwicklung, Berufliche Bildung sowie Abstimmung gemeinsamer Positionen in multinationalen Gremien, wobei die einzelnen Bereiche noch mit zusätzlichen inhaltlichen Stichworten versehen wurden. Die generelle Zielsetzung wurde akzentuiert: „Die trilaterale Zusammenarbeit soll dabei einen intensiven Erfahrungs- und Gedankenaustausch ermöglichen, der die Sondierung weiterer Kooperationsmöglichkeiten einschliesst und zu Synergieeffekten führt.“ Die inzwischen neu formatierten „DACH-Seminare“ (vgl. Ziffer 4.1 nachstehend) wurden als eines der Instrumente der Zusammenarbeit ausdrücklich ins Memorandum aufgenommen. Und die Prozessleitung wurde gestärkt, indem neu neben dem „konkreten Arbeitsprogramm“ auch „Grundsatzfragen“ in einem „Lenkungsausschuss“ gleich bleibender Zusammensetzung abgestimmt werden sollten. Als weiterer Ausdruck gesteigerter Verbindlichkeit hat der Lenkungsausschuss nach Ablauf der Gültigkeit der Vereinbarung einen „Tätigkeits- und Ergebnisbericht“ zu erstellen.

Vgl. **Anhang 2**: Memorandum vom Dezember 2012

- 1.6 In der Berichtsperiode hat der DACH-Lenkungsausschuss 11 Sitzungen abgehalten:
- am 25./26. Februar 2013 in Wien
 - am 18. November 2013 in Berlin im Rahmen des DACH-Seminars
 - 16.-19. Februar 2014 in Potsdam
 - am 7./8. April 2014 in Bern
 - am 17./18. November 2014 in Wien
 - am 23./24. April 2015 in Berlin
 - im Rahmen des DACH-Seminars 11.-14. Oktober 2015 in Wien
 - am 14./15. Januar 2016 in Berlin
 - am 7./8. Juli 2016 in Luzern
 - am 11./12. Januar 2017 in Wien
 - im Rahmen des DACH-Seminars 12.-15. März 2017 in Zürich

Im Mittelpunkt der Tagesordnungen standen nebst der Vorbereitung der DACH-Seminare die nachstehend berichteten inhaltlichen Schwerpunkte der trilateralen Zusammenarbeit (vgl. Kapitel 2 und 3). Von Bedeutung war jedoch stets auch der Austausch über allseits interessierende Aktualitäten und Trends, so etwa im Zusammenhang mit der Digitalisierung, der Migration u.a.m.

Im Sinne des Memorandums, wonach „vor dem Hintergrund unterschiedlicher struktureller und föderaler Besonderheiten in Deutschland, Österreich und der Schweiz und mit Blick auf die Abstimmung gemeinsamer Positionen auch in internationalen Organisationen gemäss den jeweils nationalen Gegebenheiten und Kompetenzverteilungen in den drei Staaten bei Bedarf weitere für den Bildungsbereich und den internationalen Sektor mitverantwortliche Ministerien bzw. Behörden oder Institutionen“ einzubeziehen seien, hat der Generalsekretär der EDK den stellvertretenden Direktor des Staatssekretariates für Bildung, Forschung und Innovation (SBFI) eingeladen, namentlich für Themen der Berufsbildung an den Sitzungen des DACH-

Lenkungsausschusses teilzunehmen, was ab April 2014 verschiedentlich der Fall war.

2 Schwerpunktbereiche der DACH-Zusammenarbeit 2013-2017 gemäss Memorandum vom Dezember 2012

2.1 Qualitätsentwicklung: Bildungsstandards/Bildungsmonitoring

2.1.1

Qualitätsentwicklung gehört zu den Schwerpunktt Themen der DACH-Zusammenarbeit. Vergleichbare bildungspolitische Entwicklungen in Deutschland, Österreich und der Schweiz regen zum gemeinsamen Austausch über Erfahrungen und Lösungsansätze an. Der Qualitätsentwicklung an Schulen kommt dabei eine zentrale Bedeutung zu. KMK, EDK und österreichisches Bundesministerium für Bildung haben im Bereich der Qualitätssicherung im Zeitraum 2012-2017 einen regen Austausch geführt. Wesentliche Themen waren Fragen im Kontext der Konzeption und Auswertung nationaler und internationaler Schulleistungsstudien (LSA), die Implementation von Bildungsstandards, deren Auswirkungen auf die Lehrplangestaltung und den Unterricht sowie Verfahren zur Überprüfung des Erreichens der Bildungsstandards. Auch Fragestellungen zum Umgang mit wissenschaftlich abgesicherten Ergebnissen zur Bildungsqualität und deren Bereitstellen für Schulen, Bildungsverwaltung, Bildungspolitik und Öffentlichkeit waren Gegenstand des trilateralen Austauschs.

Die Kultusministerkonferenz hat in einem längeren Diskussionsprozess ihre Gesamtstrategie zum Bildungsmonitoring beschlossen. In diesem Zusammenhang hat sie im Dezember 2013 und im Dezember 2014 Fachgespräche durchgeführt, in deren Rahmen der Generalsekretär der schweizerischen Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren/EDK, Herr Hans Ambühl, als Critical Friend beteiligt wurde und zu den Gesprächsergebnissen aus externer Sicht Rückmeldung gegeben hat.

2.1.2

Auf der fachlichen Ebene ist die Kooperation auf Basis der Interinstitutionellen Vereinbarungen vom 30. Oktober 2009 und vom 17. Oktober 2011 weiter gepflegt worden. Fachpersonen aus dem deutschsprachigen Belgien, aus Luxemburg, Deutschland, Österreich und der Schweiz (BeLDACH), die mit der Erstellung und Überprüfung nationaler Bildungsziele befasst sind, treffen sich regelmässig mindestens einmal pro Jahr zum Austausch. Die Themen, die dabei im Vordergrund stehen, haben sich über die Zeit gewandelt. Während es in der Anfangsphase vor allem um die Entwicklung und Implementierung von Standards ging, ist in den letzten Jahren die Überprüfung des Erreichens dieser Standards in den Vordergrund gerückt. Die Länder können dabei insbesondere in folgenden Bereichen von diesem Erfahrungsaustausch profitieren: Prozesse der Aufgaben- und Testentwicklung und der Testadministration, Einsatz von benötigter Software, Schwellenwertsetzung, Berichterstattung, Verknüpfung von Daten, gemeinsame Projekte. Nicht zuletzt dient der Austausch allgemein der Identifikation möglicher Chancen und Risiken bei nationalen Testungen. Was in einem Land gut funktioniert hat, kann für andere Länder adaptiert werden und Problemen, die ggf. in einem Land aufgetreten sind, kann in anderen Ländern frühzeitig entgegengetreten werden.

Teilweise entwickeln sich über dieses Netzwerk spezifische Fachgruppen wie beispielsweise eine Gruppe, die plant, gemeinsam die gleiche Open-Source-Software für Testungen zu verwenden und weiterzuentwickeln. Eine andere Gruppe steht zurzeit in Austausch über mögliche gemeinsame Projekte, die Moduseffekte beim Übergang von papierbasiertem zu computerbasiertem Testen analysieren.

Vgl. **Anhang 3**: Interinstitutionelle Vereinbarung vom 30.09.2009

Vgl. **Anhang 4**: Interinstitutionelle Vereinbarung vom 17.10.2011

2.2 Berufliche Bildung

Vor Hintergrund der steigenden Bedeutung der Berufsbildung auf internationaler sowie nationaler Ebene aufgrund von globalen Entwicklungen hat der Dialog zu diesem Thema im Rahmen der DACH-Zusammenarbeit an Relevanz gewonnen: Ausgehend vom Anliegen des SBFI, die hängige Frage bezüglich des prüfungsfreien Zugangs von Inhaberinnen und Inhabern einer schweizerischen Berufsmatura zu deutschen Fachhochschulen wieder aufzunehmen, wurde ein genereller Austausch im DACH-Lenkungsausschuss zur systemischen Bedeutung der Berufsbildung initiiert (Sitzung vom 23./24. April 2015).

Die Partner aus den drei Ländern wurden sich rasch einig, dass auf übergeordneter Ebene ein Prozess angestoßen werden soll, der auf eine langfristige Minimierung der Zugangshürden zu Bildungsmöglichkeiten zwischen den verwandten Bildungssystemen abzielt. Unter den deutschsprachigen Ländern mit stark ausgebauter dualer Berufsbildung und enger systemischer Verwandtschaft ist es wünschbar, dass durch den langfristigen Abbau von bestehenden Zugangsschranken die transnationale Mobilität erhöht, die gegenseitige Anerkennung der Bildungsabschlüsse vorangetrieben und die duale Berufsbildung insgesamt gestärkt wird. Auch unter dem Gesichtspunkt der internationalen Glaubwürdigkeit der dual geprägten Bildungssysteme gegenüber anderen Bildungssystemen ist eine engere Kooperation anzustreben.

Dabei sollen in spezifischen Sachfragen wie beispielweise der Anerkennung von Abschlüssen und Qualifikationen nicht nur technische Erwägungen ausschlaggebend sein, sondern auch der makropolitische und langfristige Wille zu engeren Kooperation berücksichtigt werden. Dieser gemeinsame Wille soll in der Neufassung des Memorandums aufgenommen und festgehalten werden.

In der spezifischen Frage der gegenseitigen Anerkennung von Abschlüssen im Bereich der beruflichen Bildung, welche den Zugang zu den Hochschulen (Universitäten, Fachhochschulen) ermöglichen, fand am 14. Juni 2016 ein erster Fachaustausch unter Experten der drei Länder statt. Dabei wurde die Ausgangslage geklärt und mögliche weitere Schritte identifiziert.

Am 24. November 2017 wurden zudem das SBFI und die EDK eingeladen an der Sitzung des deutschen Bund-Länder-Koordinierungsausschuss „Ausbildungsordnungen/Rahmenlehrpläne“ teilzunehmen. Die Sitzung wurde genutzt, um vergleichend auf das schweizerische und das deutsche Bildungssystem mit Fokus Berufsbildung sowie auf die jeweiligen Prozesse zur Aktualisierung von Berufsqualifikationen einzugehen. Dieses Gespräch auf strategischer Ebene trug dazu bei, bei den Teilnehmenden das Verständnis für systemische Äquivalenzen im Bereich der Berufsbildung zu schärfen.

Vgl. nachstehend auch den Berichtspunkt 3.2 über die Entwicklung der Nationalen Qualifikationsrahmen.

2.3 Abstimmung gemeinsamer Positionen in multinationalen Gremien

Im Vordergrund stand weiterhin die Abstimmung gemeinsamer Positionen zu Vorhaben und Programmen der OECD. Ein konzertiertes Vorgehen in deren Gremien kam dabei nur vereinzelt zustande. Über die bisher eher zufälligen punktuellen Kontaktnahmen hinaus bedürfte es für eine kontinuierliche Konzertation im Vorfeld der Sitzungen von OECD-Gremien eines definierten Prozesses mit Verantwortlichkeiten und Fristen.

Besonders wichtig wäre eine Abstimmung unter den DACH- und weiteren Ländern alle zwei Jahre hinsichtlich der Punkte-Zuteilung (Priorisierung) der Vorhaben beim Program of work.

Hinsichtlich Interpretation und Verwendung der von methodologischen Veränderungen betroffenen Daten aus PISA 2015 kam ein vertiefter Austausch im DACH-Verbund erst unmittelbar vor deren Publikation in Gang, was zum Teil in der OECD-internen Governance begründet liegt.

Deutschland und Österreich sind sich darüber einig, dass die EU-Kommission zu deutlichen Verbesserungen des EU-Bildungsprogramms Erasmus+ im Sektor Schulbildung aufgefordert werden muss. Es hat hierzu neben bilateralen Absprachen im Vorfeld von Arbeitssitzungen mit der EU-Kommission auf der Ebene der Nationalen Agenturen Ende November 2016 auch ein Workshop mit deutschen und österreichischen Praktikern sowie Vertretern der EU-Kommission in Berlin stattgefunden, um Vorschläge für die Verbesserung von Erasmus+ im Schulbereich zu erörtern.

3 Weitere Schwerpunktbereiche der Zusammenarbeit 2012-2017

3.1 Deutsch als Fremdsprache

Die **DACHL-AG** konstituierte sich in der jetzigen Form unter der Schirmherrschaft des Internationalen Deutschlehrerverbandes (IDV) im Rahmen eines IDV-Arbeitstreffens im Sommer 2007 in Graz. Seither trifft sich die DACHL-AG regelmäßig zwei Mal pro Jahr auf Einladung jeweils eines anderen Verbands bzw. AG-Mitglieds zur Planung und Abstimmung von gemeinsamen Projekten.

Die DACHL-AG fördert die Zusammenarbeit zwischen den DACHL-Ländern im Bereich DaF/DaZ mit dem Ziel, die Vermittlung der deutschen Sprache weltweit zu unterstützen. Die DACHL-AG trägt zur Sichtbarmachung und Umsetzung des DACH-Prinzips und DACHL-Konzepts bei, u. a. durch die Durchführung von alle zwei Jahre stattfindenden DACHL-Seminaren.

DACH-Prinzip: Das DACH-Prinzip geht von der grundsätzlichen Anerkennung der Vielfalt des deutschsprachigen Raumes im Rahmen des Unterrichts der deutschen Sprache, der Vermittlung von Landeskunde, der Produktion von Lehrmaterialien sowie der Aus- und Fortbildung von Unterrichtenden aus.

Wichtige Aufgabenbereiche in der Berichtsperiode waren:

- die DACHL Landeskundeseminare,

- die DACHL Homepage,
- der gemeinsame Auftritt bei Internationalen Deutschlehrer-Tagungen, insbesondere auf der IDT 2017 in Freiburg/Fribourg (CH), sowie
- Wettbewerbe.

Vgl. im Einzelnen **Anhang 5**: DACHL-AG Deutsch als Fremdsprache – Mitglieder, Aufgaben und Aktivitäten

Die Internationalen Deutschlehrer-Tagungen (IDT) stellen weltweit die grössten Anlässe zur Sprache Deutsch dar. Die IDT 2017 fanden in Freiburg/Fribourg statt, die IDT 2021 wird in Wien stattfinden.

Bei einer Konferenz der vier Außenminister aus D, A, CH und FL im August 2015 war es ein gemeinsames Anliegen, die deutsche Sprache in der Welt zu fördern.

3.2 Entwicklung Nationaler Qualifikationsrahmen

Die Entwicklung des NQR/EQR in Deutschland, Österreich, Luxemburg und der Schweiz im europäischen Kontext sowie die heterogene Interessenlage der an diesem Prozess beteiligten unterschiedlichen Akteure stellen ebenfalls einen wichtigen Bestandteil der DACH bzw. DACHL-Zusammenarbeit dar.

Jährlich finden zwei Treffen im Rahmen eines „NQR-Ländernetzwerk D-A-CH-L-L“ jeweils im Frühjahr und im Herbst statt. Vertreter aus Deutschland (BMBF, KMK), Österreich (BMBWF, ÖAD), Liechtenstein, der Schweiz und seit 2016 auch Luxemburg treffen sich, um sich über folgende Themen kontinuierlich auszutauschen:

- Austausch zum aktuellen Sachstand zur Umsetzung der Nationalen Qualifikationsrahmen (NQR) in den jeweiligen Ländern
- Austausch zu Themen der EQF Advisory Group und zu Entwicklungen auf europäischer Ebene
- Austausch zu inhaltlichen Themen, die von gemeinsamem Interesse sind (z. B. Erfahrungsaustausch zum Verfahren zur Zuordnung von Ergebnissen nicht-formalen Lernens)
- Austausch zu Projekten (z. B. DQR-Datenbanken, deren Aufbau aus EU-Mitteln unterstützt wird).

Vgl. auch den Berichtspunkt 2.2 vorstehend über die Berufliche Bildung.

Vgl. **Anhang 6**: NQR-Ländernetzwerk D_L_A_CH, Teilnehmer

4 DACH-Seminare

4.1 Vorgeschichte und Konzept der DACH-Seminare

Seit 1977 führten Deutschland, Österreich und die Schweiz im Zweijahres-Takt die so genannten „OECD/CERI-Seminare der deutschsprachigen Länder“ durch, insgesamt deren 17

bis zum Jahre 2009.¹ Im Jahre 2010 hat die damalige DACH-Steuerungsgruppe im Geiste der Absichtserklärung vom März 2007 eine Neu-Ausrichtung vorgenommen. Auf Wunsch Deutschlands sollte auf den OECD-Bezug verzichtet und die Seminar-Durchführung gestrafft werden (nur mehr 3 statt 4 Tage). Entsprechend wurden die Seminare neu „DACH-Seminare“ genannt. Funktion und Zielsetzung blieben gemäss Grobkonzept im Wesentlichen dieselben: „Die Seminare dienen der Weiterbildung durch gemeinsames Lernen, der Schaffung und Festigung von länderübergreifenden personellen Netzwerken sowie der Identifizierung gemeinsamer Interessen der deutschsprachigen Länder gegenüber internationalen Organisationen. Ausgehend von gemeinsamen Problemstellungen, sollen aus den je unterschiedlichen Strategien und Konzepten, konkreten Lösungen und praktischen Erfahrungen in den drei Staaten Erkenntnisse gewonnen und Nutzen gezogen werden.“ Das Zielpublikum der Seminare besteht aus Angehörigen der Bildungsverwaltungen von Bund und Ländern/Kantonen, die in verantwortlicher Stellung mit Fragen der Systemsteuerung befasst sind; der Beizug von Wissenschaftlern und Praxisvertretern erfolgt themenbezogen von Fall zu Fall.

Vgl. **Anhang 7**: Grobkonzept „DACH-Seminare“ vom 12. Juli 2010

Nach diesem Konzept findet seit dem Jahre 2011 nun alle zwei Jahre ein DACH-Seminar statt.

Die Ergebnisse wurden ursprünglich in Form einer Buchpublikation gesichert, in jüngerer Zeit durch Vermittlung der Grundlagen und Referate sowie der Erkenntnisse aus den Diskussionen auf einer Webseite.

4.2 Seminar 2013 (durchgeführt in 2014): Überprüfung des Erreichens der Bildungsstandards

Das Thema des DACH-Seminars 2013, das auf Einladung der deutschen Seite vom 17.-19. Februar 2014 in Potsdam stattfand, lautete: *Verfahren zur Überprüfung des Erreichens der Bildungsstandards*. Es knüpfte inhaltlich an das Thema des DACH-Seminars 2011 an: *Implementation von Bildungsstandards sowie den Auswirkungen auf die Lehrplanentwicklung, Unterrichtsgestaltung und Lehrerinnen-und Lehrerbildung*.

In Rahmen des DACH-Seminars 2014 wurde - auch unter Bezugnahme auf die 2011 gewonnenen Erkenntnisse - eine Vielzahl unterschiedlicher Aspekte, insbesondere zu verschiedenen Instrumenten zur Überprüfung der Bildungsstandards thematisiert (Ländervergleich, Individual diagnostische Überprüfung, Zentrale Prüfungen, Instrumente für die Überprüfung der Erreichung der Grundkompetenzen).

Weitere wichtige Themen, die z.T. in Workshops behandelt wurden, waren der Umgang mit den Ergebnissen der Bildungsstandardüberprüfung sowie die verschiedenen Maßnahmen der Bildungsverwaltung und Bildungspolitik in Deutschland, Österreich und der Schweiz in diesem Bereich. Diskutiert wurden auch Maßnahmen zur Erreichung der Kompetenzorientierung, die durch sehr anschauliche Praxisbeispiele zur Unterrichtsgestaltung illustriert wur-

¹ Zur Geschichte der OECD/CERI-Seminare siehe Jan Hofmann, „Spiegel der Entwicklungsprobleme im Bildungssystem: 30 Jahre OECD/CERI-Regionalseminare der Bundesrepublik Deutschland, Österreichs und der Schweiz“, in: „Bildungsmonitoring, Vergleichsstudien und Innovationen. Von evidenzbasierter Steuerung zur Praxis“, Berlin 2007

den. Auch Fragen im Kontext der Schulleiterqualifizierung sowie der Ausbildung von Lehrkräften waren Gegenstand des Austauschs. Einen breiten Raum nahmen zudem die Diskussionen zu Monitoringprozessen im Rahmen der Erstellung von und des Umgangs mit Bildungsberichten ein.

Auch bei diesem DACH-Seminar lag der besondere Mehrwert im Austausch über vergleichbare und unterschiedliche bildungspolitische Fragestellungen, Erfahrungen und Lösungsansätze in Deutschland, Österreich und der Schweiz.

4.3 Seminar 2015: Frühkindliche Bildung im Übergang Kindergarten – Schule

Das Thema des DACH-Seminars 2015, das vom 11.-14. Oktober 2015 in Wien stattfand, lautete: „Frühkindliche Bildung im Übergang Kindergarten – Schule“. Ziel war ein intensiver Abgleich von offenen Herausforderungen betreffend Übergang vom Kindergarten zur Schule und der Qualität der frühkindlichen Bildung an sich.

In trilateralen Workshops und in Plenardiskussionen wurden von 71 internationalen Expertinnen und Experten Fragen zu Modellen der Transition vom Kindergarten in die Schule, zu Diagnose- und Förderinstrumenten, zu Sprachförderkonzepten, zum Umgang mit Diversität, zur Qualitätssicherung im Bereich der Pädagoginnenbildung und Personalentwicklung sowie zu Organisationsmodellen, Trägerschaften und Verantwortlichkeiten beantwortet.

Für die Seite der österreichischen Veranstalter mündete das Seminar in Empfehlungen zu einer bundesweiten Strategie der Frühkindlichen Bildung in Österreich. Eine Publikation einer nationalen Strategie der Frühkindlichen Bildung wurde als Zusammenfassung der Ergebnisse in Form einer Broschüre erstellt.

Vgl. im Einzelnen **Anhang 8**: DACH-Seminar 2015 „Frühkindliche Bildung im Übergang Kindergarten – Schule“; Kurzbericht der österreichischen Veranstalter.

4.4 Seminar 2017: Governance in der Lehrenden- und Lehrerbildung

Rund 65 Teilnehmerinnen und Teilnehmer besuchten zwischen dem 13. und 15. März 2017 das DACH-Seminar zum Thema „Governance in der Lehrerbildung“ in Zürich.

In Referaten und Workshops gingen Vertreterinnen und Vertreter der Verwaltungen, der Bildungs- und Governance-Forschung, der Institutionen der Lehrenden-/Lehrerbildung sowie von Lehrerverbänden und Schulleitungsverbänden der Frage nach, welche Instrumente sich die D-A-C-H-Staaten bedienen, um Neuerungen in der Lehrerbildung zu verankern. Dies anhand zweier Anwendungsbeispiele: dem Verhältnis von Theorie und Praxis in der Lehrenden-/Lehrerbildung sowie der Vorbereitung der künftigen Lehrpersonen auf die inklusive/integrative Schulung. Dabei wurden unter anderem auch Herausforderungen thematisiert wie bspw. das Spannungsfeld zwischen geregelter Lehrberuf und Hochschulautonomie.

Schliesslich wurde über Aktivitäten auf internationaler Ebene informiert (International Summit on the Teaching Profession, Arbeitsgruppe Schools der EU-Kommission sowie ENTEP-Netzwerk) und über deren Bedeutung für die nationalen Systeme der Lehrerbildung diskutiert.

Referate, Präsentationen und weitere Unterlagen zur Thematik sind auf der Tagungswebsite

einsehbar. <http://dach.edk.educanet2.ch/info/> Login: DACH; Passwort: 2017; siehe auch Anhang 9 (Tagungsprogramm mit Leitfragen).

An den DACH-Seminaren 2014, 2015 und 2017 in Potsdam, Wien und Zürich wurden **Vertreterinnen und Vertreter weiterer deutschsprachiger Regionen** (DG Belgien, Luxemburg, Lichtenstein sowie Südtirol) eingeladen, über ihre Erfahrungen zu berichten, best-Practice-Beispiele zu präsentieren und Anregungen zu geben.

5 Würdigung und Ausblick

Dass Deutschland, Österreich und die Schweiz auch im Bildungsbereich eine besondere Zusammenarbeit pflegen, entspringt nicht dem Zufall. Die drei Länder und ihre Bildungssysteme teilen miteinander zahlreiche Eigenschaften, Werte und Erfahrungen:

- die gemeinsame Sprache Deutsch (im Fall der Schweiz: als die zahlenmässig bedeutendste der vier Landessprachen);
- das mit dieser Sprache verbundene, teilweise gemeinsame kulturelle Erbe;
- das Verständnis von Bildung als öffentlichem Gut und eine entsprechend hohe Verantwortung des Staates für das Bildungswesen;
- das System der dualen Berufsbildung ab Sekundarstufe II;
- einen diversifizierten Tertiärbereich mit Universitäten und Fachhochschulen sowie Höherer Berufsbildung;
- das Bestreben nach einer an Evidenz orientierten Entwicklung der Bildungssysteme;
- die Skepsis gegenüber einer einseitigen Ausrichtung an mess- und vergleichbaren Outputs;
- das Bewusstsein der Bedeutung der für die Bildungsprozesse vor Ort wahrgenommenen Verantwortung;
- die Erfahrung mit föderalen Strukturen.

Die trilaterale Zusammenarbeit im Bildungsbereich zwischen Deutschland, Österreich und der Schweiz, wie sie sich über die Jahrzehnte entwickelt und gefestigt hat, bleibt in hohem Masse sinnvoll und wichtig: angesichts der gleichen Herausforderungen in vergleichbaren gesellschaftlichen und staatlichen Rahmenbedingungen mit analogen Zielsetzungen aus unterschiedlichen Lösungsansätzen lernen, sich gegenseitig unterstützen und wo möglich Synergien bilden.

Sinnvoll bleiben auch die Merkmale, welche diese trilaterale Zusammenarbeit seit jeher prägen: Pragmatismus, Subsidiarität und Effizienz.

Entsprechend schlägt der DACH-Lenkungsausschuss vor, das Memorandum für weitere 5 Jahre (2018-22) zu erneuern und durch eine verbesserte Strukturierung, durch explizitere Zielsetzungen und durch eine Aktualisierung der thematischen Schwerpunkte weiter zu akzentuieren.

Thematisch stehen für die kommenden Jahre folgende sieben Schwerpunkte im Vordergrund:

- Qualitätsentwicklung und -sicherung auf systemischer Ebene (Umgang mit Evidenz; praxisorientierte Auswertung empirischer Bildungsforschung)
- Berufliche Bildung (gegenseitige Anerkennung von Abschlüssen; Austausch und Mobilität der Lernenden und Berufsleute; internationale Positionierung der dualen Berufsbildung)
- Digitalisierung (Grundverständnis; Bedeutung für die formale Bildung; Fragen des Datenmanagements, etc.)
- Lehrerinnen- und Lehrerbildung (im Nachgang zum DACH-Seminar 2017)
- Migration (Sicherung der formalen Abschlüsse für eine steigende Zahl von Zuwandernden)
- Bildungspräsenz im Ausland (Auslandschulwesen) und internationale Präsenz der Sprache Deutsch
- Abstimmung gemeinsamer Positionen in internationalen Organisationen (vorab: OECD)

Die Reihe der DACH-Seminare soll während der fünf Jahre der Gültigkeit des erneuerten Memorandums 2019 in Deutschland und 2021 in Österreich fortgesetzt werden.

Bern, 24. April 2017

Der DACH-Lenkungsausschuss 2013-2017:

- Udo Michallik, Generalsekretär KMK
- Mag. Hanspeter Huber, Sektionschef BMB
- Hans Ambühl, Generalsekretär EDK